

CORONAVIRUS: COMBAT POUR LA SANTE!

Défense des intérêts des travailleurs/euses, des retraité-e-s et de la population

Notre santé avant leur argent !

Le monde du travail doit être mobilisé uniquement pour les besoins essentiels

Face à une croissance exponentielle du coronavirus et de la contagion qui en résulte, la mesure la plus rationnelle et réaliste est la suspension de toute activité productive non-essentielle.

Alors que la recherche du profit a encore moins de sens aujourd'hui, les signataires de cet appel

demandent l'arrêt immédiat de toutes les activités ne participant à la production de biens et de services répondant aux besoins essentiels de la population.

Il en va de la santé des salarié-e-s et de leurs familles, de la santé de toute la population et de l'humanité. Il en va aussi de l'urgence de ne pas engorger davantage les services de secours et les établissements de santé.

- Pendant toute la période de crise, l'Etat et les employeurs doivent garantir le versement des salaires quel que soit le statut des salarié-e-s.
- Pendant cette grave période de crise, nous demandons l'automatisme des prestations (assurances, assurances sociales, médico-sociales, subsides aux assurances, lieux d'accueil, de séjour et de résidences...) et la gratuité pour les personnes vulnérables et fragilisées. La suspension de toutes les procédures concernant les poursuites et faillites ainsi que les saisies sur salaires ou indemnités.

- Pendant cette période dramatique, nous demandons la suspension du paiement des factures (logement, assurances, impôts...) avec soutien des pouvoirs publics, pour les personnes à risque, fragilisées et vulnérables.
- Pendant cette période effrayante, nous exigeons des mesures de protections de la santé urgente pour les travailleuses et les travailleurs devant garantir les prestations impératives et de première nécessité répondant aux besoins vitaux, sanitaires, médico-sociaux et alimentaires.
- Jusqu'à présent les consignes de sécurité ont été tardives, floues, paradoxales et parfois impossibles à réaliser. L'Etat employeur et les employeurs doivent tout faire pour fournir, sans délai, les équipements de protection indispensables à celles et ceux qui travaillent, mettre à disposition, des gants, des masques et des produits désinfectants pour le personnel et les usagers/ères. Un suivi médical doit être mis sur pied avec généralisation des tests de dépistage du COVID 19 pour les travailleuses, les travailleurs, les personnes à risque et leurs proches aidant. Le Danemark a réussi à généraliser les tests, la Suisse doit pouvoir le faire.
- Les lieux de travail doivent être régulièrement nettoyés et désinfectés. Ces quelques mesures sont impératives et non négociables.

- **Aux mesures de protection de la santé, nous demandons expressément des compensations financières** pour travaux spéciaux, pour activité à risque, pour les heures supplémentaires, pour la suppression des congés et des vacances, pour la surcharge de travail accompagnée de fortes pressions.
- Aussi, exigeons-nous que l'Etat employeur et les employeurs libèrent rapidement des moyens financiers, techniques et en personnel pour soulager les équipes au front, y compris celles chargées de l'accompagnement et des soins des personnes vulnérables, âgées ou en situation de handicap, et ainsi assurer des soins de qualité et efficaces et garantir les besoins vitaux de la population.
- Afin de répondre à l'urgence sanitaire et sociale, des lieux d'hébergement doivent être réquisitionnés pour les périodes de repos, de pauses et de soins. Nous pensons en particulier à toutes les cliniques privées, mais aussi aux hôtels, y compris le Lausanne Palace, le Beau-Rivage, le Royal Savoie, l'Hôtel de la Paix et tout hôtel de standing!
- Dès à présent, l'Etat doit créer **un observatoire d'urgence sanitaire et sociale** composé d'experts indépendants actifs/ves dans les différents domaines en lien avec la crise sanitaire et sociale. Ils-elles auront pour mandat impératif et révocable de s'assurer que toutes les mesures de protection sont garanties à la population sans discrimination liées à l'âge, au statut social, à la nationalité, à l'état de santé, etc. A cet observatoire, une hotline enregistrera toutes les plaintes et doléances de la population.
- Dans l'immédiat, nous devons interdire toute spéculation sur les biens de premières nécessités, vitaux, empêcher et pénaliser toute hausse des prix, en particulier sur les denrées alimentaires, sur les produits hygiéniques et sanitaires.
- Après la crise, nous exigerons l'ouverture de négociations sur les salaires, les assurances sociales, la protection sociale et sanitaire et sur un service public fort et efficace !

Demain, on réglera les comptes!



Alors que nous avons l'exemple des autres pays sur le drame qui nous attendait, les réactions et les décisions ont été tardives et souvent inadaptées, voir scandaleuses. Nous en payons aujourd'hui le prix fort.

Une enquête neutre et indépendante devra faire la lumière sur toute la gestion de cette crise, depuis le mois de janvier 2020. Les employé-e-s de la fonction publique et parapublique devront être libéré-e-s de leur devoir de réserve et du secret professionnel. Aussi bien la procédure que les résultats de l'enquête devront être publics et le droit d'être entendu garanti.

Demain, il faudra renforcer **le combat pour un système de protection sociale et de santé gratuit, démocratique, efficace avec la participation active des travailleurs/euses.**

C'est nous qui faisons marcher les services nécessaires au fonctionnement de la société alors c'est nous qui devons décider !

La crise économique et sociale qui s'annonce, doublée de la crise environnementale, nous impose d'avancer collectivement vers une transformation sociale majeure.

**Toutes les organisations
qui partagent nos revendications peuvent signer l'appel.**

Pour cela, merci d'envoyer un e-mail avec le nom de votre organisation à:
info@sud-vd.ch